



Assemblée générale

Distr. générale
26 février 2016
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 139 de l'ordre du jour

Gestion des ressources humaines

Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif a examiné le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel » (A/70/605), portant sur la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, qui fait suite à diverses résolutions de l'Assemblée générale relatives à la gestion des ressources humaines, dont les plus récentes sont les résolutions 66/234, 67/255 et 68/252. À l'occasion de cet examen, il s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni un complément d'information et des précisions, ainsi que des réponses écrites reçues le 23 février 2016.

2. Le rapport considéré contient les statistiques démographiques relatives à la composition de l'ensemble du Secrétariat, y compris des données sur les mouvements de personnel et sur les fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales. Le Comité consultatif constate que l'Assemblée générale est toujours saisie, pour examen, du précédent rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat et de ses recommandations correspondantes (voir A/69/292 et A/69/572, par. 125 à 151).

Analyse des tendances

3. Le Comité consultatif a souligné à plusieurs reprises que le rapport sur la composition du Secrétariat devait faire une plus grande place à l'analyse, en indiquant par exemple les raisons des différentes tendances, en particulier celles apparues depuis la parution du précédent rapport, pour aider le lecteur à comprendre la signification des données et des tableaux (A/67/545, par. 138, et A/68/523, par. 5). Au paragraphe 13 de sa résolution 68/252, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'accompagner les données brutes présentées dans le rapport sur la composition du Secrétariat d'une analyse des tendances démographiques et des facteurs qui pourraient les expliquer.



4. Dans son rapport le plus récent, le Secrétaire général a réaffirmé être convaincu que, pour faire suite à la demande l'Assemblée générale, il faudrait ajuster les dates de la période examinée afin de disposer de suffisamment de temps pour analyser les données (voir A/69/292, par. 3, et A/70/605, par. 3). Dans le rapport considéré, il renouvelle sa proposition tendant à ce que la période prise en compte corresponde à l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre, l'actualisation des données intervenant au plus tard le 15 mars de l'année suivante, afin de donner au Bureau de la gestion des ressources humaines le temps de collecter les données d'autres départements et bureaux pour procéder à une analyse plus détaillée. Porter de 2 à 10 semaines la durée de cette collecte contribuerait à améliorer la qualité des données à la disposition du Bureau. L'ajustement de la période prise en considération permettrait également de disposer d'un délai plus long pour analyser les tendances, laissant le temps au Secrétariat de parachever son rapport avant de le présenter à l'examen de l'Assemblée générale.

5. Concrètement, le Secrétaire général suggère que le rapport qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session porte sur les données démographiques de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, la dernière actualisation devant intervenir le 15 mars 2018. La période considérée dans le rapport devant être présenté à la soixante et onzième session, qui va du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016, resterait inchangée (A/70/605, par. 3).

6. Le Comité consultatif rappelle qu'il ne s'oppose pas à la proposition de modifier le cycle d'examen et la date de dernière actualisation des données démographiques présentées dans le rapport sur la composition du Secrétariat, mais insiste pour que les données de la période transitoire de six mois allant de juillet à décembre 2016 soient présentées dans le rapport devant être soumis à la soixante-douzième session sous une forme qui facilite la comparaison avec les périodes antérieures et postérieures. Le Comité souligne que ces modifications ne sont pas en elles-mêmes de nature à améliorer la qualité analytique du rapport.

7. S'agissant de l'évolution de la composition du personnel, le Secrétariat présente dans son rapport des données portant sur une période de cinq ans, de 2011 à 2015 (voir tableau 2). Il souligne en particulier qu'au cours de cette période : a) le nombre de fonctionnaires du Secrétariat et des entités apparentées du système des Nations Unies a augmenté de moins de 1 %, en passant de 75 442 à 76 115; b) le nombre de fonctionnaires du Secrétariat a diminué de 6 %, en étant ramené de 43 747 à 41 081; c) la part de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur par rapport à l'effectif total du Secrétariat est passée de 28 % à 31 %, tandis que la part des agents des services généraux et des catégories apparentées a diminué de 62 % à 59 %¹. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que le nombre moyen de candidats à un poste vacant, toutes catégories de personnel confondues, était passé de 163 à 212 au cours de la même période de cinq ans. **Il constate que les tendances signalées par le Secrétaire général dans son rapport le plus récent sont semblables à celles qu'il a lui-même mises en lumière dans ses observations sur le précédent rapport, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous.**

¹ La part des agents de la catégorie du Service mobile s'est maintenue à approximativement 10 % depuis 2011.

Tableau 1

Tendances indiquées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport paru sous la cote A/69/572 et par le Secrétaire général dans son rapport portant la cote A/70/605

Rapport du Comité consultatif paru sous la cote A/69/572 (par. 130)

Rapport du Secrétaire général paru sous la cote A/70/605

a) Les effectifs se stabilisent (41 426 fonctionnaires au 30 juin 2014, contre 41 273 l'année précédente) (A/69/292, tableau 2).

L'effectif du Secrétariat a très légèrement diminué, avec 41 081 fonctionnaires au 30 juin 2015 (A/70/605, tableau 2).

b) La part des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur dans l'ensemble des effectifs est en légère augmentation depuis 2010 (de 28 % à 30 %) (ibid.).

La part du personnel de la catégorie des agents des services généraux et catégories apparentées par rapport à l'ensemble de l'effectif a légèrement augmenté depuis 2011, en passant de 28 % à 31 % (A/70/605, tableau 2).

c) La part des fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent ou continu progresse (de 11 % à 17 %) (ibid.).

La part des fonctionnaires du Secrétariat engagés à titre permanent ou continu par rapport à l'effectif total a augmenté, de 16 % en 2011 à 23 % en 2015 (A/70/605, tableau 2).

d) L'âge moyen du personnel augmente (de 42,3 ans en 2010 à 43,8 ans en 2014) (ibid.).

L'âge moyen des fonctionnaires du Secrétariat a légèrement augmenté, en s'établissant à 44,2 % en 2015 (A/70/605, tableau 2).

e) L'ancienneté moyenne du personnel, toutes catégories confondues, est de 7,2 ans (ibid., tableau 12).

Le nombre moyen d'années de service au Secrétariat a légèrement augmenté pour toutes les catégories de personnel, en s'établissant à 7,6 (A/70/605, tableau 11).

8. Le Comité consultatif recommande une nouvelle fois à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'effectuer une analyse des tendances observées et d'expliquer les facteurs de certaines de ces tendances, dont l'incidence des récentes réformes de la gestion des ressources humaines. Des renseignements détaillés devraient être présentés à ce sujet dans les futurs rapports.

Augmentation des nominations de hauts fonctionnaires

9. Il ressort du rapport du Secrétaire général qu'au total 166 fonctionnaires du Secrétariat avaient rang de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général au 31 juin 2015 (voir A/70/605, tableaux 6 et 7). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des données statistiques indiquant que le nombre de fonctionnaires du Secrétariat occupant ces postes a augmenté de 19,4 % au cours des cinq dernières années (passant de 139 en 2011 à 166 en 2015). Cette augmentation doit être comparée à la diminution générale de 6 % des effectifs du Secrétariat observée au cours la même période. Une liste des postes de haut fonctionnaire au 31 janvier 2016 figure à l'annexe I. Le Comité consultatif a également eu communication de données concernant le nombre de postes de haut fonctionnaire dans l'ensemble des entités appliquant le régime commun des Nations Unies, et son évolution annuelle entre 2010 et 2014. Il relève que le Secrétariat est

l'une des deux seules entités (avec le Programme des Nations Unies pour le développement) où le nombre de hauts fonctionnaires a considérablement augmenté, le nombre total des postes correspondants ayant peu évolué dans les autres entités (voir annexe II).

10. **Le Comité consultatif s'est déjà inquiété de l'apparente augmentation des postes au sommet de la structure hiérarchique du Secrétariat (voir A/68/7, par. 102, A/69/572, par. 134, et A/70/7, par. 88). Il considère que les pressions grandissantes qui s'exercent sur l'Organisation ne doivent pas nécessairement se traduire par une augmentation du nombre des postes de haut fonctionnaire, car cela pourrait avoir pour effet de fragmenter les attributions de la direction et de disperser les responsabilités. Le Comité compte donc que de plus grands efforts seront faits pour qu'avant de proposer des postes de haut fonctionnaire, un examen des fonctions et structures existantes soit effectué en vue de limiter autant que faire se peut les éventuels chevauchements de responsabilité aux plus hauts échelons de l'Organisation.**

11. **Dans ce contexte, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'expliquer, dans son prochain rapport de synthèse sur la réforme de la gestion des ressources humaines, la pratique et la politique suivies en ce qui concerne les nominations de hauts fonctionnaires et les mesures prises dans ce domaine.**

12. Le Comité consultatif constate qu'au 30 juin 2015, le Secrétariat comptait parmi ses secrétaires généraux adjoints et sous-secrétaires généraux 21 hauts fonctionnaires ayant été recrutés sur des contrats (engagements de durée limitée comme engagements temporaires) qui prévoyaient une rémunération de 1 dollar par an, contre 17 au 30 juin 2014 (voir A/69/292, tableau 9, et A/70/605, tableau 9). S'étant renseigné, il a appris que le nombre de hauts fonctionnaires titulaires de tels engagements avait été porté à 23 au 15 février 2016. Il fait observer que les directives concernant l'usage de ces contrats, demandées par l'Assemblée générale au paragraphe 63 de sa résolution 67/255, n'ont pas encore été définitivement mises au point. **Le Comité consultatif compte que les directives relatives aux contrats prévoyant une rémunération symbolique de 1 dollar par an, demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/255, seront publiées sans plus attendre. Le Comité fait également remarquer que les services fournis par les hauts fonctionnaires ainsi engagés ne sont pas totalement dénués de coût pour l'Organisation compte tenu de l'appui administratif, du personnel et des dépenses opérationnelles supplémentaires à prévoir, y compris en termes d'espace à usage de bureaux et de voyages. Cet aspect devrait être pris en considération au moment de prendre la décision de procéder à des nominations en vertu de ces contrats.**

13. Par ailleurs, au paragraphe 64 de sa résolution 67/255, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter régulièrement au Comité consultatif des informations portant, notamment, sur l'octroi de contrats prévoyant une rémunération de 1 dollar par an. **Le Comité consultatif constate avec préoccupation que le Secrétariat n'a pas répondu à cette demande et insiste pour que toutes les dispositions de la résolution 67/255 de l'Assemblée générale soient appliquées à l'avenir.**

Engagements à titre permanent et engagements continus

14. Le Secrétaire général indique dans son rapport (A/70/605) que ces cinq dernières années, la part des engagements permanents et continus par rapport à l'effectif total a augmenté, passant de 16 % en 2011 à 23 % en 2015, tandis que celle des engagements de durée déterminée diminuait, passant de 79 % en 2011 à 71 % en 2015², en raison principalement de la conversion ponctuelle de certains engagements en engagements permanents ou, pour la première fois, en engagements continus. Le Comité consultatif a été informé que, conformément au paragraphe 56 de la résolution 65/247 de l'Assemblée générale, qui définit les modalités régissant l'octroi d'engagements continus, y compris les conditions à remplir, le Secrétariat est tenu de procéder à des examens annuels des engagements à convertir pour autant que des postes se trouvent dans l'enveloppe appropriée. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a achevé le premier examen annuel, pour 2012, le 30 septembre 2014. Le deuxième examen annuel, pour 2013, a commencé le 1^{er} décembre 2015 et devrait être terminé le 30 novembre 2016 au plus tard. **Le Comité réaffirme qu'il faut suivre de près le rapport entre les fonctionnaires titulaires d'engagements continus ou permanents et le nombre total de fonctionnaires de façon à garantir un certain équilibre dans l'ensemble du Secrétariat (voir A/69/572, par. 14).**

Gestion prévisionnelle des besoins en personnel

15. Le Comité consultatif a appelé l'attention à plusieurs reprises sur la nécessité de procéder à une gestion prévisionnelle des besoins en personnel (voir A/63/526, par. 9, A/65/537, par. 9, A/67/545, par. 12 et 13, et A/69/572, par. 17 à 20). Au paragraphe 16 de sa résolution 68/252, l'Assemblée générale a prié instamment le Secrétaire général d'élaborer à titre prioritaire un système de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et de le lui présenter pour examen à sa soixante-neuvième session.

16. Dans ce contexte, concernant la pratique consistant à recruter des fonctionnaires après leur départ à la retraite, le Comité consultatif a demandé que le Secrétariat lui remette un tableau présentant la liste des membres du personnel âgés de 65 ans ou plus qui ont été recrutés entre juillet 2014 et juin 2015 (voir annexe III).

17. Le Comité consultatif signale également que dans son précédent rapport d'ensemble sur la réforme de la gestion des ressources humaines, le Secrétaire général a décrit les mesures de gestion prévisionnelle des besoins en personnel qui avaient été prises jusqu'alors (A/69/190, par. 27 à 33); toutefois, dans le cadre de son examen du rapport actuel sur la composition du Secrétariat, le Comité a été informé que l'Organisation réexaminait la stratégie qu'elle avait adoptée en matière de gestion prévisionnelle à la lumière du nouveau dispositif de gestion de la mobilité. Des mesures de gestion prévisionnelle cadrant avec le dispositif sont en cours d'élaboration (voir aussi A/70/254, par. 47 à 49). **Tout en convenant de la nécessité de prendre en considération le nouveau dispositif de gestion de la mobilité, le Comité consultatif estime que la gestion prévisionnelle des besoins en personnel est une démarche plus vaste qui englobe des objectifs tels que la planification de la relève, le rajeunissement des effectifs et les stratégies de**

² La part des engagements temporaires par rapport à l'effectif total a légèrement augmenté, passant de 5 % en 2011 à 6 % en 2015.

prospection. Il compte donc qu'une stratégie bien conçue relative à la mise en place d'un solide dispositif de gestion prévisionnelle des besoins en personnel figurera dans le prochain rapport d'ensemble sur la réforme de la gestion des ressources humaines, de sorte que l'Assemblée générale puisse examiner les propositions y afférentes sans plus tarder.

Répartition par sexe

18. Le Secrétaire général indique dans son rapport que le pourcentage de femmes par rapport à l'ensemble du personnel du Secrétariat a légèrement augmenté, passant de 33 % en 2011 à 34,4 % en 2015 (voir A/70/605, tableau 2 et par. 20 à 22). En ce qui concerne les mesures prises par l'Organisation pour combler l'écart entre les sexes, le Comité consultatif a été informé que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes a été mis en place en 2012; il s'agissait du premier dispositif interinstitutions chargé de suivre les questions d'égalité entre les sexes et de faire appliquer le principe de responsabilité. En janvier 2014, le Département de l'appui aux missions a créé une filière de sélection de femmes qualifiées en vue de leur recrutement à des postes de direction, cherchant par-là à repérer et à encadrer des candidates externes hautement qualifiées et à les encourager à postuler des emplois des classes P-5 à D-2 dans les missions. Jusqu'à présent, huit femmes ont ainsi été recrutées et une quinzaine ont été inscrites sur des listes de réserve dans différents groupes professionnels. Le Secrétariat se sert également du tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines pour suivre les résultats obtenus par chaque département, bureau, mission et commission régionale en ce qui concerne les objectifs en matière d'équilibre entre les sexes. Les contrats de mission qui lient les hauts fonctionnaires au Secrétaire général permettent de fixer des objectifs annuels concernant la parité des sexes et de préciser les responsabilités. Les listes de candidatures à examiner et les listes des candidats recommandés aux postes à pourvoir (jusqu'à la classe D-2) doivent comporter au minimum le nom de trois candidats qualifiés, dont au moins une femme. **Le Comité consultatif a l'intention de continuer à examiner de près la question de l'équilibre entre les sexes au Secrétariat. Il engage également le Secrétaire général à redoubler d'efforts à cet égard et à lui faire rapport à ce sujet, notamment sur les initiatives de recrutement ciblées, dans son prochain rapport d'ensemble.**

Représentation géographique

19. En ce qui concerne les fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales, il est indiqué dans le rapport qu'au 30 juin 2015, 3 001 fonctionnaires du Secrétariat étaient soumis à la répartition géographique en application de la résolution 65/247 de l'Assemblée générale. Entre 2011 et 2015, le nombre d'États Membres non représentés ou sous-représentés a diminué, passant de 20 à 18 et de 56 à 37, respectivement; parallèlement, le nombre d'États Membres surreprésentés a augmenté, passant de 7 à 22 (A/70/605, tableau 18). **Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des renseignements à jour sur l'incidence du nouveau barème des quotes-parts pour la période 2016-2018.** S'étant renseigné, le Comité a été informé que les sélections sont opérées conformément à l'Article 101.3 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité doivent être la considération dominante. Cela étant, le Groupe de la prospection, lequel relève de la

Division de la planification stratégique, du recrutement et des affectations, continue de collaborer avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et avec les départements et bureaux du Secrétariat de façon à cibler des candidats originaires des pays non représentés ou sous-représentés, en faisant connaître les emplois à tous les niveaux, dans tous les groupes professionnels et dans tous les lieux d'affectation. Il s'emploie également à promouvoir activement le programme Jeunes administrateurs auprès des nationaux des pays non représentés ou sous-représentés. En outre, il est fait usage des réseaux sociaux, tels que Facebook, Weibo, Twitter et LinkedIn, pour faire connaître les possibilités de carrière à l'Organisation; il en est fait de même avec des salons de l'emploi virtuels, des émissions de radio, des vidéos et des visites auprès d'universités et d'associations professionnelles.

20. En ce qui concerne les propositions visant à accroître la représentation des pays en développement au Secrétariat, conformément au paragraphe 47 de la résolution 67/255 de l'Assemblée générale, le Comité consultatif a été informé que lors de la sélection des candidats les plus qualifiés, l'on s'attachait à renforcer les capacités générales des équipes de direction de façon à allier harmonieusement expérience et compétences. La part des postes pourvus par des nationaux de pays en développement a augmenté ces dernières années, mais le Secrétaire général convient qu'il ne s'agit pas d'un changement significatif.

21. Le Comité consultatif rappelle les dispositions de la résolution 67/255 de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'amélioration de la représentation des pays en développement au Secrétariat. Il rappelle également les observations qu'il avait formulées aux paragraphes 115 à 124 de son rapport sur la gestion des ressources humaines (A/69/572) concernant les propositions de modification au système des fourchettes optimales, propositions dont l'Assemblée générale est saisie³.

22. Dans le cadre de son examen actuel, le Comité consultatif s'est intéressé à une question connexe et a demandé communication d'un tableau montrant la répartition des effectifs par catégorie et par groupe régional (Afrique, Asie-Pacifique, Europe orientale, Amérique latine et Caraïbes, et Europe occidentale et autres États). Une synthèse de ce tableau figure à l'annexe IV.

Questions diverses

23. Dans son rapport, le Secrétaire général indique qu'entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2015, 179 fonctionnaires du Secrétariat ont été nommés à des postes soumis à la répartition géographique à l'issue de la procédure de sélection. Pendant la même période, 76 personnes ont été sélectionnées à l'issue d'un concours national ou dans le cadre du programme Jeunes administrateurs (A/70/605, par. 45).

24. En ce qui concerne les mouvements de personnel, le Secrétaire général indique dans son rapport qu'au cours de la période considérée, il y a eu 4 406 nominations et 4 378 cessations de service sur un effectif de 26 984 fonctionnaires administrés

³ Les modifications proposées par le Secrétaire général sont décrites dans le rapport intitulé « Réformes de la gestion des ressources humaines : évaluation du système des fourchettes optimales » (A/69/190/Add.4).

par l'intermédiaire du Système intégré de gestion ou d'Umoja⁴. Sur le terrain, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a recruté le plus de personnel, avec 170 nominations et 26 cessations de service; la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti a procédé aux plus fortes réductions de personnel, avec 77 nominations et 202 cessations de service (voir A/70/605, tableaux 14 à 16). S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris qu'entre 2010 et 2015, le pourcentage du personnel des opérations autres que celles sur le terrain est passé de 45,6 % à 49,4 %, tandis que celui du personnel en poste sur le terrain a diminué dans une proportion analogue. Le Comité a également été informé que le nombre total de fonctionnaires en poste au Secrétariat à New York était passé de 6 410 en 2014 à 6 545 en 2015, la plus forte croissance étant le fait du Département des affaires économiques et sociales, du Département de la gestion et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires⁵.

25. Sous réserve des observations et recommandations formulées plus haut, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :

a) Prenne note du rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel » (A/70/605);

b) Fasse sienne la proposition tendant à changer la période sur laquelle porteront les futurs rapports sur la composition du Secrétariat, en commençant avec le rapport qui lui sera présenté à sa soixante-treizième session.

⁴ Exception faite des mouvements concernant les membres du personnel suivants : personnel recruté sur le plan local, personnel administré par le PNUD et certains membres du personnel des tribunaux pénaux internationaux.

⁵ Les effectifs du Département des affaires économiques et sociales ont connu une augmentation nette de 30 personnes, de même que ceux du Département de la gestion, tandis que ceux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont connu une augmentation de 34 personnes. Le Comité consultatif continuera d'examiner les questions touchant aux mouvements de personnel dans son rapport sur la mise en œuvre du dispositif de gestion de la mobilité.

Annexe I

Liste des secrétaires généraux adjoints et sous-secrétaires généraux du Secrétariat (31 janvier 2016)

N ^o	Rang	Entité	Titre fonctionnel
Secrétaires généraux adjoints			
<i>Conseillers spéciaux, envoyés spéciaux et représentants spéciaux</i>			
1	SGA	DESA	Conseiller spécial sur les changements climatiques
2	SGA	DESA	Conseiller spécial pour les modes de financement novateurs du développement
3	SGA	DESA	Envoyé spécial pour les villes et les changements climatiques
4	SGA	DESA	Envoyé spécial pour les changements climatiques
5	SGA	DESA	Envoyé spécial pour les changements climatiques
6	SGA	DESA	Envoyé spécial pour les changements climatiques
7	SGA	DESA	Envoyé spécial pour les questions de handicap et d'accessibilité
8	SGA	DESA	Envoyé spécial pour la réduction des risques de catastrophes liées à l'eau
9	SGA	DESA	Représentant spécial pour les migrations internationales et le développement
10	SGA	DM	Conseiller spécial du Secrétaire général
11	SGA	DPA	Délégué du Secrétaire général à la Sous-Commission chargée des questions relatives à la fin du conflit dans le cadre du processus de paix colombien
12	SGA	DPA	Envoyé personnel du Secrétaire général pour les pourparlers entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine
13	SGA	DPA	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental
14	SGA	DPA	Conseiller spécial
15	SGA	DPA	Conseiller spécial pour le Myanmar
16	SGA	DPA	Conseiller spécial pour la prévention du génocide
17	SGA	DPA	Envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité
18	SGA	DPKO	Conseiller spécial pour la médecine de proximité et les enseignements tirés de la situation en Haïti
19	SGA	EOSG	Conseiller spécial pour le Sommet sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants
20	SGA	EOSG	Envoyé spécial chargé de l'initiative « Halte à la tuberculose »
21	SGA	EOSG	Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale

<i>N°</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
22	SGA	EOSG	Conseiller spécial du Secrétaire général
23	SGA	EOSG	Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
24	SGA	MINUSCA	Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
25	SGA	MINUSMA	Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
26	SGA	MINUSTAH	Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
27	SGA	MONUSCO	Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
28	SGA	OSAA	Conseiller spécial pour l'Afrique
29	SGA	OSESSS	Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud et Représentant spécial du Secrétaire général auprès de l'Union africaine
30	SGA	OSE-Syrie	Envoyé spécial pour la Syrie
31	SGA	OSASG-Chypre	Conseiller spécial pour Chypre
32	SGA	OSASG-Yémen	Conseiller spécial pour le Yémen
33	SGA	OESG-Grands Lacs	Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs
34	SGA	OSRSGAAC	Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé
35	SGA	OSRSG-SVC	Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
36	SGA	MANUA	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
37	SGA	MANUI	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
38	SGA	MINUAD	Représentant spécial conjoint UA-ONU pour le Darfour
39	SGA	BINUGBIS	Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

<i>N°</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
40	SGA	MINUL	Représentant spécial du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria
41	SGA	MINUSS	Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
42	SGA	BRENUAC	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale
43	SGA	ONUCI	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
44	SGA	UNOWA	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
45	SGA	ONUG	Conseiller spécial pour le sport au service du développement et de la paix
46	SGA	ONUG	Envoyé spécial pour la sécurité routière
47	SGA	ONUV	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'initiative Énergie durable pour tous
48	SGA	UNSCO	Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne
49	SGA	UNSCOL	Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban
50	SGA	MANUL	Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye
51	SGA	MISNUS	Facilitateur, Groupe de travail thématique sur la sûreté et la protection
52	SGA	MISNUS	Facilitateur, Groupe de travail thématique sur les questions politiques et juridiques
53	SGA	BANUS	Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
<i>Secrétariat de l'ONU</i>			
54	SGA	DESA	Conseiller spécial sur les changements climatiques
55	SGA	DFS	Conseiller spécial pour les modes de financement novateurs du développement
56	SGA	DGACM	Envoyé spécial pour les villes et les changements climatiques
57	SGA	DM	Envoyé spécial pour les changements climatiques
58	SGA	DPA	Envoyé spécial pour les changements climatiques
59	SGA	DPKO	Envoyé spécial pour les changements climatiques

<i>N°</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
60	SGA	DPI	Envoyé spécial pour les questions de handicap et d'accessibilité
61	SGA	DSS	Envoyé spécial pour la réduction des risques de catastrophes liées à l'eau
62	SGA	EOSG	Représentant spécial pour les migrations internationales et le développement
63	SGA	TPIR	Conseiller spécial du Secrétaire général
64	SGA	TPIY	Délégué du Secrétaire général à la Sous-Commission chargée des questions relatives à la fin du conflit dans le cadre du processus de paix colombien
65	SGA	OCHA	Envoyé personnel du Secrétaire général pour les pourparlers entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine
66	SGA	ODA	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental
67	SGA	HCDH	Conseiller spécial
68	SGA	OHRLDC	Conseiller spécial pour le Myanmar
69	SGA	OIOS	Conseiller spécial pour la prévention du génocide
70	SGA	OLA	Envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité
71	SGA	CNUCED	Conseiller spécial pour la médecine de proximité et les enseignements tirés de la situation en Haïti
72	SGA	PNUE	Conseiller spécial pour le Sommet sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants
73	SGA	ONU-Habitat	Envoyé spécial chargé de l'initiative « Halte à la tuberculose »
74	SGA	ONUDC	Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale
75	SGA	ONUG	Conseiller spécial du Secrétaire général
76	SGA	ONUN	Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
<i>Commissions régionales</i>			
77	SGA	CEA	Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Afrique
78	SGA	CEE	Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Europe
79	SGA	CEPALC	Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
80	SGA	CESAP	Secrétaire exécutif, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
81	SGA	CESAO	Secrétaire exécutif, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

<i>N°</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
Sous-secrétaires généraux			
<i>Conseillers spéciaux, envoyés spéciaux et représentants spéciaux</i>			
1	SSG	DPA	Conseiller spécial
2	SSG	DPA	Conseiller spécial pour la réinstallation hors d'Iraq des résidents du camp Hourriya
3	SSG	EOSG	Envoyé spécial pour le financement des activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé et au paludisme
4	SSG	MINURSO	Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
5	SSG	MINUSCA	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
6	SSG	MINUSCA	Bureau du Représentant spécial adjoint et Coordonnateur résident
7	SSG	MINUSMA	Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
8	SSG	MINUSMA	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques)
9	SSG	MINUSMA	Commandant de la force
10	SSG	MINUSTAH	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques et état de droit)
11	SSG	MINUSTAH	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
12	SSG	MONUSCO	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
13	SSG	MONUSCO	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations et l'état de droit
14	SSG	ODA	Chef du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies
15	SSG	OSES	Envoyé spécial pour le Sahel
16	SSG	OSE-Syrie	Envoyé spécial adjoint pour la Syrie
17	SSG	OSRSG-VAC	Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants
18	SSG	MANUA	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'aide humanitaire
19	SSG	MANUA	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques)

<i>N^o</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
20	SSG	MANUI	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques, électorales et constitutionnelles
21	SSG	MANUI	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'aide humanitaire pour l'Iraq
22	SSG	MINUAD	Représentant spécial conjoint adjoint
23	SSG	MINUAD	Commandant de la force
24	SSG	UNFICYP	Représentant spécial du Secrétaire général à Chypre et Chef de mission, Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
25	SSG	MISNUS	Facilitateur, Groupe de travail thématique sur la continuité des services publics, la reconstruction et le développement
26	SSG	FNUOD	Chef de la mission et Commandant de la force
27	SSG	UNIS	Représentant spécial du Secrétaire général pour l'École internationale des Nations Unies
28	SSG	FISNUA	Chef de mission, Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
29	SSG	MINUK	Représentant spécial du Secrétaire général Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
30	SSG	MINUL	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur résident
31	SSG	MINUL	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politique et état de droit)
32	SSG	MINUSS	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour le Soudan du Sud, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
33	SSG	MINUSS	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques)
34	SSG	MINUSS	Commandant de la force
35	SSG	ONUCI	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
36	SSG	ONUCI	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
37	SSG	UNRCCA	Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale
38	SSG	UNRGID	Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève
39	SSG	UNSCO	Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour l'aide humanitaire les activités de développement dans le territoire palestinien occupé

N ^o	Rang	Entité	Titre fonctionnel
40	SSG	UNSCOL	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
41	SSG	MANUL	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
42	SSG	MANUL	Conseiller principal du Représentant spécial du Secrétaire général sur les questions de sécurité relatives au processus de dialogue
43	SSG	MISNUS	Facilitateur, Groupe de travail thématique sur les affaires militaires, la sécurité et la lutte contre le terrorisme
44	SSG	BANUS	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire
45	SSG	BANUS	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
46	SSG	ONUST	Chef d'état-major et Chef de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
<i>Secrétariat de l'ONU</i>			
47	SSG	CTED	Directeur exécutif, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme
48	SSG	DESA	Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations
49	SSG	DESA	Sous-Secrétaire général chargé du développement économique
50	SSG	DFS	Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions
51	SSG	DM	Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui
52	SSG	DM	Sous-Secrétaire général chargé du progiciel de gestion intégré
53	SSG	DM	Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines
54	SSG	DM	Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et à la comptabilité et Contrôleur
55	SSG	DM	Chef des communications et de l'informatique
56	SSG	DM	Président du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel
57	SSG	DPA	Sous-Secrétaire général aux affaires politiques
58	SSG	DPA	Sous-Secrétaire général aux affaires politiques
59	SSG	DPA	Médiateur résident
60	SSG	DPA	Médiateur résident
61	SSG	DPKO	Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
62	SSG	DPKO	Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix
63	SSG	DPKO	Conseiller militaire

<i>N°</i>	<i>Rang</i>	<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
64	SSG	DSS	Sous-Secrétaire général à la sûreté et à la sécurité
65	SSG	EOSG	Directeur de cabinet adjoint par intérim, Cabinet du Secrétaire général
66	SSG	TPIR	Greffier, Tribunal pénal international pour le Rwanda
67	SSG	TPIY	Greffier, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
68	SSG	OCHA	Sous-Secrétaire général à la réduction des risques de catastrophe et Représentant spécial du Secrétaire général pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo
69	SSG	OCHA	Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires et Coordonnateur adjoint des secours d'urgence
70	SSG	OCHA	Envoyé humanitaire
71	SSG	HCDH	Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme
72	SSG	HCDH	Sous-Secrétaire général, Chef du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme
73	SSG	OIOS	Sous-Secrétaire général au Bureau des services de contrôle interne
74	SSG	OLA	Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques
75	SSG	OLA	Greffier, Tribunal spécial pour le Liban
76	SSG	PBSO	Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix
77	SSG	CNUCED	Secrétaire général adjoint, CNUCED
78	SSG	PNUE	Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique
79	SSG	PNUE	Sous-Secrétaire général et Chef du bureau de New York
80	SSG	PNUE	Directeur exécutif adjoint, Programme des Nations Unies pour l'environnement
81	SSG	FINUL	Chef de la mission et commandant de la Force
82	SSG	ONU-Habitat	Directeur exécutif adjoint
83	SSG	UNOMS	Ombudsman

Abbreviations : BANUS = Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie; BINUGBIS = Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau; BRENUAC = Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; DESA = Département des affaires économiques et sociales; DFS = Département de l'appui aux missions; DGACM = Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences; DM = Département de la gestion; DPA = Département des affaires politiques; DPI = Département de l'information; DPKO = Département des opérations de maintien de la paix; EOSG = Cabinet du Secrétaire général; FNUOD = Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement; HCDH = Haut-Commissariat aux droits de l'homme; MANUA = Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan; MANUI = Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq; MANUL = Mission d'appui des Nations Unies en Libye;

(Voir suite des abréviations page suivante)

(Suite des abréviations du tableau)

MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; MINUL = Mission des Nations Unies au Libéria; MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine; MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali; MINUSS = Mission des Nations Unies au Soudan du Sud; MINUSTAH = Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti; MISNUS = Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne; MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo; OAJ = Bureau de l'administration de la justice; OCHA = Bureau de la coordination des affaires humanitaires; ODA = Bureau des affaires de désarmement; OHRLDC = Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement; OIOS = Bureau des services de contrôle interne; OLA = Bureau des affaires juridiques; ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; ONUG = Office des Nations Unies à Genève; ONUN = Office des Nations Unies à Nairobi; ONUV = Office des Nations Unies à Vienne; OSAA = Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique; OSASG = Bureau du Conseil spécial du Secrétaire général; OSESG = Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général; OSESSS = Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud; OSE-Syrie = Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie; OSRSGCAAC = Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé; OSRSG-SVC = Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit; OSRSG-VAC = Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants; PBSO = Bureau d'appui à la consolidation de la paix; UNIS = École internationale des Nations Unies; UNOMS = Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies; UNOWA = Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest; UNRCCA = Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale; UNSCO = Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient; UNSCOL = Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban.

Annexe II

**Nombre de fonctionnaires au-dessus de la classe D-2
et nombre de fonctionnaires titulaires d'un contrat
d'un an ou plus dans les entités appliquant le régime
commun des Nations Unies, 2011-2014
(au 31 décembre de chaque année)**

<i>Entité</i>	<i>Hors cadre (tous les fonctionnaires au-dessus de la classe D-2)</i>					<i>Ensemble du personnel</i>				
	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	118	124	127	138	138	37 322	33 574	32 417	32 462	32 094
PNUD	11	12	12	9	14	6 276	6 514	6 474	6 285	5 993
FNUAP	3	2	3	3	3	1 616	1 668	1 691	1 784	1 851
UNOPS	2	2	2	2	2	720	718	734	720	693
HCR	4	4	4	4	4	5 879	5 433	5 782	6 712	6 594
UNICEF	4	3	4	4	5	7 624	8 065	8 028	8 119	8 344
ONU-Femmes	0	3	3	3	2	0	353	524	543	610
UNITAR	1	1	1	1	0	47	62	55	49	37
UNRWA	2	2	2	2	2	191	201	200	220	221
ITC	1	1	1	1	1	264	261	263	276	262
CFPI	2	0	0	0	0	40	39	39	43	44
CIJ	1	1	1	0	1	112	111	114	113	113
UNJSPF	1	1	1	1	2	208	217	224	225	224
UNU	1	1	1	2	2	104	107	114	112	105
OIT	11	9	10	9	11	2 426	2 389	2 337	2 287	2 273
ITCILO	0	0	0	0	0	188	194	178	175	176
FAO	17	15	15	12	14	3 474	3 509	3 317	3 255	3 083
PAM	5	4	5	7	6	4 269	4 254	4 170	4 319	4 537
UNESCO	12	12	13	13	10	1 958	1 928	2 051	2 038	1 957
OMS	19	17	17	15	15	5 971	5 855	5 541	5 398	5 376
OPS	3	3	3	3	4	793	802	828	821	809
ONUSIDA	3	3	3	3	3	454	704	681	673	685
OACI	2	1	1	1	1	700	715	745	710	714
UPU	2	2	0	2	2	194	191	191	185	178
UIT	0	0	0	0	0	738	746	749	752	741
OMM	3	3	3	3	3	272	271	280	280	291
OMI	1	0	1	1	1	295	286	296	267	266
OMPI	8	8	8	8	9	923	975	1008	1019	1052
FIDA	5	6	5	6	6	530	544	534	510	537
ONUDI	1	1	1	1	1	719	685	666	617	606

Entité	Hors cadre (tous les fonctionnaires au-dessus de la classe D-2)					Ensemble du personnel				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
AIEA	8	9	9	7	7	2 220	2 238	2 321	2 310	2 339
OMT	4	4	4	4	4	95	98	95	96	97
CCNUCC	0	1	1	1	1	0	449	461	487	476
CIC	0	0	0	0	0	0	166	179	175	204
UNSSC	0	0	0	0	0	0	32	32	32	36
Total	255	255	261	266	274	86 622	84 354	83 319	84 069	83 618

Abréviations : PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ITC : Centre du commerce international; CFPI : Commission de la fonction publique internationale; CIJ : Cour internationale de Justice; UNJSPF : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; UNU : Université des Nations Unies; OIT : Organisation internationale du Travail; ITCILO : Centre international de formation de l'OIT; FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; PAM : Programme alimentaire mondial; UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; OMS : Organisation mondiale de la Santé; OPS : Organisation panaméricaine de la santé; ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida; OACI : Organisation de l'aviation civile internationale; UPU : Union postale universelle; UIT : Union internationale des télécommunications; OMM : Organisation météorologique mondiale; OMI : Organisation maritime internationale; OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; FIDA : Fonds international de développement agricole; ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique; OMT : Organisation mondiale du tourisme; CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; CIC : Centre international de calcul des Nations Unies; UNSSC : École des cadres du système des Nations Unies.

Annexe III

Liste des fonctionnaires du Secrétariat qui ont 65 ans ou plus et qui ont été engagés durant la période allant de juillet 2014 à juin 2015, par classe et type d'engagement (hormis les secrétaires généraux adjoints, les sous-secrétaires généraux, les interprètes, les réviseurs et les traducteurs)

<i>Classe</i>	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Entité</i>	<i>Type d'engagement</i>	<i>Date d'engagement effective</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
D-2	65-69	DESA	Durée déterminée	4 octobre 2014	31 octobre 2016	Juge
D-2	65-69	DESA	Durée déterminée	6 octobre 2014	31 octobre 2016	Juge
D-2	65-69	MINUAD	Temporaire	4 août 2014	30 septembre 2014	Directeur
D-2*	65-69	FINUL	Durée déterminée	16 septembre 2014	15 septembre 2016	Directeur
D-1	65-69	DM	Temporaire	13 mai 2015	10 mai 2016	Administrateur général
D-1	65-69	DM	Temporaire	17 octobre 2014	31 décembre 2014	Administrateur général
D-1	65-69	DPI	Temporaire	30 mars 2015	25 mars 2016	Directeur par intérim
P-5	70-74	DESA	Temporaire	22 juin 2015	9 septembre 2015	Économiste hors classe
P-5	65-69	DESA	Temporaire	12 mai 2015	23 juillet 2015	Économiste hors classe
P-5	65-69	DM	Temporaire	2 septembre 2014	30 août 2016	Informaticien hors classe
P-5	65-69	DM	Temporaire	29 septembre 2014	30 novembre 2014	Spécialiste hors classe de la gestion administrative
P-5	70-74	DM	Temporaire	10 novembre 2014	31 décembre 2014	Fonctionnaire chargé des achats
P-5	65-69	CEPALC	Temporaire	1 ^{er} septembre 2014	28 août 2016	Économiste
P-5	65-69	ONUDC	Temporaire	23 janvier 2015	22 octobre 2015	Représentant
P-4	70-74	DESA	Temporaire	27 avril 2015	26 juin 2015	Spécialiste des ressources humaines
P-4	65-69	DESA	Temporaire	6 mars 2015	4 mars 2016	Fonctionnaire des finances et du budget
P-4	65-69	DM	Temporaire	1 ^{er} juin 2015	18 décembre 2015	Spécialiste des ressources humaines
P-4	65-69	DM	Temporaire	15 janvier 2015	14 avril 2015	Spécialiste des ressources humaines
P-4	65-69	DM	Temporaire	10 mars 2015	9 juin 2015	Spécialiste des ressources humaines
P-4	65-69	DM	Temporaire	30 juillet 2014	29 octobre 2014	Médecin
P-4	70-74	ONUG	Temporaire	29 juin 2015	9 juillet 2015	Médecin
P-3	65-69	DESA	Temporaire	22 mai 2015	5 juin 2015	Fonctionnaire d'administration
P-3	65-69	DM	Temporaire	6 février 2015	5 mai 2015	Fonctionnaire chargé des achats
P-3	65-69	DM	Temporaire	30 avril 2015	30 juin 2015	Fonctionnaire chargé des achats
P-3	75+	DM	Temporaire	15 septembre 2014	14 décembre 2014	Spécialiste des ressources humaines
P-3	70-74	DM	Temporaire	29 octobre 2014	31 décembre 2014	Fonctionnaire chargé des achats
P-3	70-74	DPI	Temporaire	9 avril 2015	22 mai 2015	Attaché de presse

<i>Classe</i>	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Entité</i>	<i>Type d'engagement</i>	<i>Date d'engagement effective</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
P-3	70-74	DPI	Temporaire	19 mars 2015	15 juillet 2015	Producteur de télévision
P-3	65-69	DPI	Temporaire	23 septembre 2014	30 septembre 2014	Fonctionnaire de l'information
P-3	75+	DPI	Temporaire	23 septembre 2014	30 septembre 2014	Fonctionnaire de l'information
P-3	65-69	MINUSCA	Temporaire	17 mars 2015	31 décembre 2015	Fonctionnaire du protocole
P-3	65-69	MINUSCA	Temporaire	28 décembre 2014	27 juin 2015	Agent de sécurité
P-3	65-69	OAJ	Temporaire	3 juin 2015	2 septembre 2015	Juriste
P-3	70-74	OCHA	Temporaire	10 mars 2015	9 septembre 2015	Spécialiste des ressources humaines
FS-6	65-69	BNUB	Temporaire	21 juillet 2014	28 février 2015	Chef de section
FS-5	65-69	DESA	Temporaire	10 mars 2015	6 juin 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-7	65-69	DGACM	Temporaire	16 mars 2015	10 juin 2015	Assistant administratif
G-7	70-74	DM	Temporaire	23 juin 2015	9 septembre 2015	Assistant aux états de paie
G-7	65-69	CEPALC	Temporaire	1 ^{er} décembre 2014	31 mars 2015	Assistant (programmes)
G-6	65-69	DESA	Temporaire	12 janvier 2015	3 avril 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-6	70-74	DESA	Temporaire	9 mars 2015	25 juin 2015	Assistant (budget et finances)
G-6	65-69	DESA	Temporaire	9 mars 2015	12 mai 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DESA	Temporaire	1 ^{er} juin 2015	31 décembre 2015	Assistant de recherche
G-6	70-74	DESA	Temporaire	15 décembre 2014	14 mars 2015	Assistant de recherche
G-6	65-69	DESA	Temporaire	2 avril 2015	23 juillet 2015	Assistant (budget)
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	25 août 2014	21 novembre 2014	Assistant à la gestion des documents
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	9 février 2015	31 mai 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	3 février 2015	15 mai 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	7 octobre 2014	19 décembre 2014	Assistant au service des séances
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	4 novembre 2014	23 octobre 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	20 octobre 2014	19 novembre 2014	Assistant aux références multilingues
G-6	65-69	DGACM	Temporaire	15 août 2014	31 octobre 2014	Assistant au protocole
G-6	65-69	DM	Temporaire	5 janvier 2015	22 avril 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-6	65-69	DM	Temporaire	10 avril 2015	7 avril 2016	Assistant principal de secrétariat
G-6	65-69	DM	Temporaire	13 avril 2015	31 décembre 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DM	Temporaire	31 mars 2015	1 ^{er} décembre 2015	Assistant administratif
G-6	65-69	DPA	Temporaire	1 ^{er} avril 2015	31 janvier 2016	Assistant administratif
G-6	70-74	DPI	Temporaire	11 mai 2015	10 août 2015	Assistant administratif
G-6	75+	CEPALC	Temporaire	2 mars 2015	30 novembre 2015	Assistant de recherche
G-6	65-69	CEPALC	Temporaire	10 septembre 2014	30 avril 2016	Assistant (programmes)
G-6	65-69	CESAP	Temporaire	6 mai 2015	12 juin 2015	Assistant (traitement de texte)

<i>Classe</i>	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Entité</i>	<i>Type d'engagement</i>	<i>Date d'engagement effective</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
G-6	65-69	OCHA	Temporaire	2 octobre 2014	1 ^{er} octobre 2015	Assistant de secrétariat
G-6	65-69	HCDH	Temporaire	12 janvier 2015	27 mars 2015	Assistant (finances)
G-6	65-69	ONUG	Temporaire	2 février 2015	14 avril 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-6	65-69	ONUG	Temporaire	2 mars 2015	20 mars 2015	Assistant au service des séances
G-6	65-69	ONUG	Temporaire	4 mai 2015	3 août 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-6	65-69	ONUN	Temporaire	10 avril 2015	30 juin 2015	Assistant au service des séances
G-5	65-69	DESA	Temporaire	27 mars 2015	17 avril 2015	Assistant au service des séances
G-5	75+	DFS	Temporaire	10 juin 2015	9 octobre 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-5	65-69	DFS	Temporaire	12 septembre 2014	30 avril 2016	Assistant chargé des ressources humaines
G-5	65-69	DFS	Temporaire	7 juillet 2014	6 août 2014	Assistant chargé des ressources humaines
G-5	65-69	DGACM	Temporaire	8 octobre 2014	30 avril 2015	Assistant aux services linguistiques
G-5	70-74	DM	Temporaire	16 septembre 2014	14 novembre 2014	Assistant administratif
G-5	65-69	DM	Temporaire	13 octobre 2014	31 mars 2016	Assistant chargé des ressources humaines
G-5	65-69	DM	Temporaire	2 juin 2015	1 ^{er} septembre 2015	Assistant (achats)
G-5	65-69	DM	Temporaire	18 mai 2015	24 septembre 2015	Assistant (finances et budget)
G-5	65-69	DM	Temporaire	22 juillet 2014	21 octobre 2014	Assistant administratif
G-5	70-74	DPKO	Temporaire	12 septembre 2014	24 octobre 2014	Assistant administratif
G-5	65-69	CEPALC	Temporaire	23 mars 2015	22 septembre 2015	Assistant chargé des ressources humaines
G-5	65-69	CEPALC	Temporaire	3 décembre 2014	29 février 2016	Assistant de bureau
G-5	65-69	ODA	Temporaire	23 février 2015	21 février 2016	Assistant administratif
G-5	65-69	OLA	Temporaire	4 mai 2015	15 avril 2016	Assistant juridique
G-5	65-69	PSO	Temporaire	8 décembre 2014	29 février 2016	Assistant de secrétariat
G-5	65-69	ONUG	Temporaire	19 janvier 2015	13 février 2015	Secrétaire
G-5	70-74	ONUG	Temporaire	7 juillet 2014	8 août 2014	Secrétaire
G-5	70-74	ONUG	Temporaire	26 mai 2015	19 juin 2015	Secrétaire
G-5	70-74	ONUG	Temporaire	22 juin 2015	10 juillet 2015	Secrétaire
G-5	75+	ONUG	Temporaire	4 mai 2015	5 juin 2015	Secrétaire
G-5	65-69	ONUG	Temporaire	4 mai 2015	3 juillet 2015	Opérateur de presse à imprimer
G-5	65-69	ONUG	Temporaire	1 ^{er} décembre 2014	16 janvier 2015	Assistant comptable
G-5	65-69	ONUN	Temporaire	1 ^{er} décembre 2014	31 janvier 2015	Assistant d'édition
G-5	65-69	ONUV	Temporaire	14 avril 2015	22 mai 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur

<i>Classe</i>	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Entité</i>	<i>Type d'engagement</i>	<i>Date d'engagement effective</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
G-5	65-69	ONUV	Temporaire	4 août 2014	22 août 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-5	65-69	ONUV	Temporaire	2 mars 2015	10 avril 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-5	65-69	ONUV	Temporaire	29 juin 2015	28 août 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	65-69	DGACM	Temporaire	8 octobre 2014	31 octobre 2014	Assistant aux références multilingues
G-4	75+	DGACM	Temporaire	1 ^{er} juillet 2014	31 janvier 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	65-69	DGACM	Temporaire	1 ^{er} juillet 2014	31 octobre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	65-69	DGACM	Temporaire	25 août 2014	24 septembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	70-74	DGACM	Temporaire	15 septembre 2014	19 décembre 2014	Assistant au protocole
G-4	75+	DGACM	Temporaire	7 janvier 2015	31 mars 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	65-69	DGACM	Temporaire	1 ^{er} août 2014	29 septembre 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-4	65-69	DM	Temporaire	13 mars 2015	31 juillet 2015	Assistant d'équipe
G-4	65-69	DPA	Temporaire	20 novembre 2014	13 février 2015	Assistant d'équipe
G-4	65-69	DPI	Temporaire	18 septembre 2014	17 octobre 2014	Assistant d'information
G-4	65-69	DPI	Temporaire	27 avril 2015	22 mai 2015	Assistant d'édition
G-4	65-69	DPI	Temporaire	11 septembre 2014	8 octobre 2014	Assistant d'information
G-4	65-69	OCHA	Temporaire	22 juillet 2014	24 octobre 2014	Assistant d'équipe
G-4	65-69	ODA	Temporaire	20 avril 2015	22 mai 2015	Assistant d'équipe
G-4	65-69	HCDH	Temporaire	8 juin 2015	7 août 2015	Assistant de bureau
G-4	65-69	ONUG	Temporaire	20 avril 2015	26 juin 2015	Opérateur de traitement de texte
G-4	65-69	ONUV	Temporaire	26 mars 2015	31 décembre 2016	Assistant aux services de conférence
G-3	70-74	DGACM	Temporaire	2 mars 2015	30 juin 2015	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	70-74	DGACM	Temporaire	1 ^{er} décembre 2014	23 décembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	70-74	DGACM	Temporaire	1 ^{er} août 2014	31 octobre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur

<i>Classe</i>	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Entité</i>	<i>Type d'engagement</i>	<i>Date d'engagement effective</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	<i>Titre fonctionnel</i>
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	3 juillet 2014	31 octobre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	2 septembre 2014	31 décembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	2 septembre 2014	31 décembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	1 ^{er} juillet 2014	31 août 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	1 ^{er} juillet 2014	31 août 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	75+	DGACM	Temporaire	1 ^{er} octobre 2014	31 décembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	65-69	DGACM	Temporaire	3 novembre 2014	31 décembre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	70-74	DGACM	Temporaire	2 septembre 2014	31 octobre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	70-74	DGACM	Temporaire	2 septembre 2014	31 octobre 2014	Assistant d'édition et de publication assistée par ordinateur
G-3	70-74	ONUG	Temporaire	29 septembre 2014	31 décembre 2014	Opérateur de traitement de texte

Abréviations : BNUB : Bureau des Nations Unies au Burundi; CEPALC : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; DESA : Département des affaires économiques et sociales; DFS : Département de l'appui aux missions; DGACM : Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences; DM : Département de la gestion; DPA : Département des affaires politiques; DPI : Département de l'information; DPKO : Département des opérations de maintien de la paix; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine; OAJ : Bureau de l'administration de la justice; OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires; ODA : Bureau des affaires de désarmement; OLA : Bureau des affaires juridiques; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; ONUG : Office des Nations Unies à Genève; ONUN : Office des Nations Unies à Nairobi; ONUV : Office des Nations Unies à Vienne; PSO : Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

Annexe IV

Données démographiques relatives au personnel
du Secrétariat, par groupe régional

Groupe régional dont font partie les pays de nationalité	Sexe	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		Agents du Service mobile		Agents des services généraux et des catégories apparentées		Ensemble du personnel	
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Groupe des États d'Afrique	Femmes	770	6,12	639	15,43	2 941	12,08	4 350	10,59
	Hommes	1 851	14,70	1 134	27,38	9 665	39,69	12 650	30,79
	F + H	2 621	20,82	1 773	42,81	12 606	51,77	17 000	41,38
Groupe des États d'Asie et du Pacifique	Femmes	780	6,20	195	4,71	1 514	6,22	2 489	6,06
	Hommes	1 241	9,86	785	18,95	3 347	13,75	5 373	13,08
	F + H	2 021	16,05	980	23,66	4 861	19,96	7 862	19,14
Groupe des États d'Europe orientale	Femmes	338	2,68	114	2,75	459	1,89	911	2,22
	Hommes	635	5,04	379	9,15	395	1,62	1 409	3,43
	F + H	973	7,73	493	11,90	854	3,51	2 320	5,65
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Femmes	430	3,42	89	2,15	967	3,97	1 486	3,62
	Hommes	503	4,00	181	4,37	1 385	5,69	2 069	5,04
	F + H	933	7,41	270	6,52	2 352	9,66	3 555	8,65
Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	Femmes	2 878	22,86	153	3,69	1 843	7,57	4 874	11,86
	Hommes	3 137	24,92	444	10,72	1 727	7,09	5 308	12,92
	F + H	6 015	47,78	597	14,41	3 570	14,66	10 182	24,79
Total partiel	Femmes	5 196	41,27	1 190	28,73	7 724	31,72	14 110	34,35
	Hommes	7 367	58,51	2 923	70,57	16 519	67,84	26 809	65,26
	F + H	12 563	99,79	4 113	99,30	24 243	99,56	40 919	99,61
État de Palestine	Femmes	5	0,04	6	0,14	14	0,06	25	0,06
	Hommes	17	0,14	23	0,56	70	0,29	110	0,27
	F + H	22	0,17	29	0,70	84	0,34	135	0,33
Apatrides	Femmes	1	0,01		0,00		0,00	1	0,00
	Hommes	4	0,03		0,00	22	0,09	26	0,06
	F + H	5	0,04		0,00	22	0,09	27	0,07
Total	Femmes	5 202	41,32	1 196	28,87	7 738	31,78	14 136	34,41
	Hommes	7 388	58,68	2 946	71,13	16 611	68,22	26 945	65,59
	F + H	12 590	100,00	4 142	100,00	24 349	100,00	41 081	100,00